

Compte-rendu CT « eau et urbanisme »

La **Commission thématique « eau et urbanisme »** s'est réunie pour une première séance de travail le 11 décembre 2023, en format mixte.

Éléments transversaux

❖ *Sur les orientations et la structure du futur schéma*

Resserrer le SAGE et rendre plus visible sa stratégie. Chaque disposition doit réellement être constitutive du SAGE, être un reflet précis des priorités de la CLE et non un catalogue d'intentions sans réel portée juridique (cf. la CLE recommande, préconise, encourage, etc.). Des objectifs recentrés renforceront la légitimité de la CLE sur les thématiques qu'elle aura jugée prioritaires et faciliteront le rendre compte (en réunion, pour l'élaboration du bilan d'activités, des indicateurs de suivi, etc.).

Conserver autant que possible le **principe de subsidiarité** des règles pour encourager la prise en compte des enjeux émergents par les territoires (pour amélioration des connaissances et montée en compétences).

Le SAGE est à la fois une plateforme de négociation et un producteur de connaissance. Il est aujourd'hui indispensable de mieux répondre aux besoins des territoires en matière de **production/diffusion des données locales et actualisées**.

❖ *Sur la méthodologie de la révision*

Nécessité de se coordonner dans le temps avec les travaux des autres commissions thématiques et de pouvoir disposer des résultats de l'étude HMUC avant d'engager les réflexions sur certaines dispositions (ex : études ABR, importation AEP, etc.).

❖ *Sur la thématique « eau et urbanisme »*

« **Ralentir le cycle de l'eau en favorisant les solutions fondées sur la nature** » peut constituer le fil directeur du SAGE sur la thématique « eau et urbanisme ».

Être attentif aux possibles contradictions entre les codes de l'urbanisme et de l'environnement, comme aux modifications réglementaire issues du prochain décret de modernisation des SAGE.

De manière générale, proposer des règles mais laisser les rédacteurs des documents d'urbanisme choisir l'outil réglementaire le plus adapté pour les mettre en œuvre.

Plus que le SDAGE, le SAGE doit être le **document de référence** « intégrateur » et « facilitateur » pour les acteurs locaux de l'urbanisme sur les thématiques de l'eau.

Il est nécessaire de produire ou de compiler plus de données à jour et localisées pour garantir la prise en compte des thématiques « eau » dans les documents d'urbanisme (ZH, ZEC, corridors d'écoulement, etc.) et également enrichir l'observatoire « eau et urba »¹.

Le SAGE doit pointer tous les éléments que les SCoT doivent prendre en compte et utiliser un vocabulaire adapté aux rédacteurs des documents d'urbanisme.
Interrogation ? Le SAGE a-t-il besoin de descendre jusqu'aux PLU pour éviter un double effet de dilution de compatibilité SAGE/SCoT puis SCoT/PLU ? **Point de vigilance** : le PLU est document « intégrateur », toutes les données « eau » doivent être intégrées dans son état des lieux et donc identifiées/fléchées par le SAGE.

Proposition. En fonction des sujets et des priorités, s'adresser au SCoT et/ou au PLU, en jouant notamment sur le degré de précision de la disposition et en s'appuyant sur les données produites par le SAGE.

A réaliser :

- lister les thématiques qui seraient destinées prioritairement aux SCoT, et/ou aux PLU.
- élaborer un document technique de transposition du PAGD et du règlement du SAGE dans les PLU, PLU-I et SCOT.
- inscrire une disposition permettant de faire contribuer la CLE de manière systématique à l'élaboration des documents de planification (SCOT et PLU-I) et de programmation d'un bassin en rendant des avis techniques, même si le SAGE est en cours de révision.

¹ https://www.epures.com/eobs/eobserv_environnement/index.html (données « eau »)

Retour sur les dispositions existantes

- ❖ *Disposition 4.2.2 « Informer les riverains sur le risque inondation »*
- ❖ *Disposition 4.2.3 « Réduire la vulnérabilité dans les zones inondables des cours d'eau »*
- ❖ *Disposition 4.2.4 « Réfléchir à la mise en place d'alerte aux crues sur les principaux affluents de la Loire »*

Le SAGE 2014 abordait le volet inondation car le SDAGE de l'époque le faisait encore avant l'avènement du PGRI. Au-delà de la problématique du ruissellement, qui est un enjeu spécifique du territoire et qui est à actualiser et renforcer dans le futur SAGE, faut-il conserver un volet spécifique inondation au sens strict, sachant que l'on recherche un document plus compact, recentré sur les **enjeux du territoire** et l'atteinte **des objectifs DCE** ?

A réaliser / étudier les options suivantes :

- **Faire un simple renvoi au PGRI en introduction du document, en précisant que la thématique inondation sera abordée de manière transversale, sous l'angle de l'adaptation au changement climatique notamment.**
- **Proposer une disposition de type « check-list » des enjeux inondation pour conserver le caractère intégrateur de l'ensemble des enjeux « eau » du SAGE, puis renvoyer au PGRI.**
- **Intégrer plutôt une telle disposition dans la notice « eau et urbanisme » que devrait demander le futur décret de modernisation des SAGE au niveau des annexes du schéma.**

- ❖ *Disposition 1.6.2 « préserver l'espace de mobilité du fleuve Loire entre Grangent et Villerest »*

Disposition à conserver pour rappeler l'existence de cet espace de mobilité. Regarder si des mises à jour seraient nécessaires au regard du nouveau SDAGE et du schéma régional des carrières AuRA².

² Le SRC AuRA fait référence à l'arrêté ministériel de 1994 interdisant toute extraction dans les lits mineurs des cours d'eau modifié par arrêté du 24 janvier 2001 interdisant les extractions dans l'espace de mobilité des cours d'eau, qu'il définit comme suit : « L'espace de mobilité du cours d'eau est défini comme l'espace du lit majeur à l'intérieur duquel le lit

- ❖ *Disposition 4.1.3 « Réduire le débit et la charge des rejets EP » et règle #5*
- ❖ *Disposition 4.1.4 « Favoriser l'écoulement superficiel »*
- ❖ *Disposition 4.1.5 « Priorité à la gestion alternative des EP »*

Regrouper ces dispositions pour afficher clairement la priorité d'une gestion à la source des EP, associée à un principe de limitation de l'imperméabilisation, notamment en cas de présence d'un PPR minier (SEM) et/ou de sols ne permettant pas une infiltration suffisante.

Avoir une approche « systémique » qui permette de faire le lien entre l'infiltration des EP in situ, le ZAN, la trame verte urbaine, la vie et la recharge des sols et des nappes (tenir compte des deux types d'infiltration possibles, superficielle, dans les nappes).

Mieux intégrer l'infiltration des EP dans les OAP³ des PLU et les opérations de renouvellement urbain.

Concernant le ZAN, ne pas faire de disposition spécifique, mais s'orienter vers un préambule et un lien eau/sol renforcé et clairement affiché dans le futur SAGE (ralentir le cycle de l'eau, augmenter la capacité de rétention des sols). Concernant la renaturation, ne pas pré-identifier des lieux mais plutôt proposer des critères pour le choix des sites au regard des enjeux milieux aquatiques.

En termes de rédactionnel, reprendre les mêmes termes et notions que ceux du ZAN (artificialisation, désimperméabilisation, renaturation, etc.).

A réaliser :

- **rédiger une proposition de préambule**
- **orienter la future disposition fusionnée sur un objectif de réduction de l'incidence des rejets d'eaux pluviales en privilégiant la gestion à la source.**

mineur peut se déplacer. L'espace de mobilité est évalué par l'étude d'impact en tenant compte de la connaissance de l'évolution historique du cours d'eau et de la présence des ouvrages et aménagements significatifs, à l'exception des ouvrages et aménagements à caractère provisoire, faisant obstacle à la mobilité du lit mineur. Cette évaluation de l'espace de mobilité est conduite sur un secteur représentatif du fonctionnement géomorphologique du cours d'eau en amont et en aval du site de la carrière, sur une longueur minimale totale de 5 kilomètres. »

³ Orientation d'aménagement et de programmation

- veiller à distinguer les eaux superficielles « urbaines » et les eaux superficielles « rurales » (agglo, hors aggro)

❖ *Règle n°5 « Réduire les rejets d'eaux pluviales »*

Règle n°5, réussite du principe de subsidiarité mais règle à réorienter pour plus d'infiltration et moins de rétention.

Attention, la règle n°5 ne s'applique plus sur les périmètre LFA, RdE et SEM.

A réaliser / questionner les possibilités du SAGE pour ce qui est de réglementer les petits aménagements qui se situent sous les seuils loi sur l'eau (surface totale du projet, augmentée de la surface de la partie du bassin-versant interceptée < 1 ha).

A réaliser / évaluer également si la règle du SDAGE est toujours plus restrictive⁴ et/ou applicable pour tout type de projet (débit max autorisé : 3/l/s ha pour une pluie T10 et pour une surface imperméabilisée raccordée supérieure à 1/3 ha).

A réaliser / préciser la rédaction de la règle pour les extensions et toutes autres modifications de l'existant (ex : réhabilitation de friches sur sols peu perméables et avec un foncier contraint).

Interrogation ? Réflexion à conduire sur un possible lien entre imperméabilisations nouvelles et objectifs de dé raccordement aux réseaux EP dans certains secteurs prioritaires ? **Point de vigilance** : acceptabilité / faisabilité via le SAGE ? Via les SDAEP, oui, cf. Roannaise de l'eau (objectifs surfaciques de dé raccordement à la commune).

[Lien vers le premier plan national d'actions pour la gestion des EP national](#)

❖ *Disposition 4.1.1 « Réfléchir à la gestion des EP à l'échelle des BV »*

❖ *Disposition 4.1.2 « Généraliser l'élaboration des zonages pluviaux et leur intégration dans les documents d'urbanisme »*

❖ *Disposition 4.1.6 « Adapter l'occupation des sols dans les corridors d'écoulement et réduire la vulnérabilité en zones sensibles aux écoulements »*

Une mise en œuvre globalement peu satisfaisante de ces dispositions dans les SCoT.

⁴ Règle #5 : l/s/ha de surface aménagée pour aménagement < 1ha, l/s/ha de surface de BV intercepté si > 20 ha.

Pour la disposition 4.1.1, le SAGE doit permettre d'assurer une **meilleure cohérence** entre les logiques administratives (code de l'urbanisme) et de bassin-versant (code de l'environnement) sur les thématiques du ruissellement (BV) et des eaux pluviales (admin). Idem disposition 4.1.2, comment adresser la problématique des compétences techniques et des périmètres d'intervention des différents intervenants (CT, EPCI) ? L'échelle des SCoT ne serait-elle pas la plus pertinente au final ?

La thématique des EP est complexe (technicité, financement, compétences administrative et multiplicité des interlocuteurs). La plus-value du SAGE serait donc, plus qu'un accompagnement technique, de faciliter la mise en cohérence des différentes démarches aux différentes échelles.

- **rappeler que l'objectif est bien la gestion des eaux pluviales à la source, et décliner dans chaque BV. Favoriser la rétention in situ, pour améliorer la recharge des sols.**

- **le rôle du SAGE par rapport à cet objectif est à définir : l'accompagnement technique existant jusqu'ici ne peut pas se poursuivre, mais le SAGE peut intervenir pour aider à passer des schémas eaux pluviales aux schémas de planification.**

A réaliser :

- **promouvoir l'outil de l'observatoire de l'environnement porté par EPURES et partager la connaissance.**

4.1.3, **revoir la disposition**, il n'existe pas aujourd'hui de recollement entre les différents zonages et cartographies produits (idem pour la perméabilité des sols ?).

Options à étudier :

- **Les études ruissellement conduites à l'échelle des BV alimentent le SAGE qui en retour établit des prescriptions/demandes spécifiques vis-à-vis des documents d'urbanisme concernés dans ses avis de pseudo PPA ?**
- **Le SAGE définit des orientations générales pour que les différents acteurs de l'eau travaillent en cohérence à leurs échelles respectives.**
- **Le SAGE demande à être consulté en amont de toute réflexion EP, pour assurer la mise en cohérence de l'ensemble des acteurs.**

❖ *Disposition 1.1.3 « Intégrer les zones humides dans les documents d'urbanisme »*

Faut-il favoriser l'intégration des inventaires ZH dans les SCoT comme le projet de décret de modernisation des SAGE le prévoit à ce stade ? Plutôt dans les PLU, car actualisation des SCoT tous les 20 ans.

Faut-il prioriser certaines ZH (en TBV, ZH « naturelles », etc.) ? Toutes les ZH sont importantes, il faut avoir une vision transversale et systémique de leurs fonctionnalités naturelles et potentielles (tamponnage des crues, soutien d'étiage, trame verte urbaine et cadre de vie, etc.).

Bien préciser que l'inventaire de 2015 n'est pas réglementaire au titre du CE, mais qu'il s'agit bien d'une suspicion de présence ZH.

Dans le domaine des ZH également, la capacité à fournir des données précises et actualisées est déterminante pour favoriser la prise en compte des ZH dans les documents d'urbanisme.

Disposition 1.1.3 (thématique fonctionnement des milieux aquatiques)

A réaliser

Utiliser l'actualisation de l'inventaire pour aller en-dessous des 1ha, et s'assurer que les PLU, dans leur règlement, restent bien dans le champ de l'urbanisme sur ce sujet.

- ❖ *Disposition 5.2.1 Réaliser des schémas stratégiques en AEP et assainissement à l'échelle des SCoT*
- ❖ *Disposition 3.2.1 analyser l'adéquation « besoin/ressource » en eau*

La disposition 5.2.1 a été basculée dans la thématique « Eau et urbanisme ». La disposition 3.2.1 sera traitée dans la thématique « quantitative », en lien avec le PTGE.

De manière plus générale, il convient d'attendre les résultats de l'étude HMUC avant d'engager les réflexions sur ces dispositions, notamment pour les secteurs qui seront identifiés en tension actuelles ou futures et pour lesquels les capacités en AEP/ASS pourraient venir limiter l'urbanisation (suite à HMUC, justification de non compatibilité des projets d'aménagement si AEP/ASS problématiques, éventuellement au titre du R 151.31, insalubrité).

❖ *Disposition 1.4.1 « Conditionner les prélèvements et les nouvelles importations en AEP »*

A réaliser / réévaluer les incidences de cette disposition en terme d'équité territoriale. La solidarité entre bassin-versants (même hors SAGE) reste indispensable pour le maintien des activités, tout particulièrement dans certains territoires des monts du Lyonnais.

Disposition 1.4.1 (thématique "gestion quantitative")

Réorienter la disposition sur les enjeux de sécurisation d'approvisionnement à l'EP : zones de montagne qui ont connu des citernages pendant l'été, captages sur sources, et la zone Montbrison / Feurs par rapport à leur alimentation sur le canal du Forez / gestion de Grangent.

La sécurisation ne peut pas reposer sur Grangent (la question de la qualité des eaux, dans le cas général ou lorsque les débits dans le canal sont moins élevés, pose question)

❖ *4.2.1 « Protéger les zones naturelles d'expansion de crue »*

Sinon le risque inondation, les ZEC constituent des zones infiltration privilégiée pour la recharge de nappes, mais il est aujourd'hui nécessaire de les connaître et de les cartographier. **La disposition est à maintenir en l'état.**

A réaliser / faire le lien avec la DDT, service risque inondation, également avec les territoires pour évaluer leurs niveaux de connaissances, attentes et besoins en la matière.

Liste des participants

Angélique Berthail	CD42
Anne-Flore Estable	CD42
Carole Berland	Roannaise de l'eau
Christophe Riocreux	EPURES
David Perratone	SEM
Gauthier Llexa	DDT42
Gonzague de Montmagner	CD42/EPL
Julie-Faure Laurent	CD42
Justin Desfonds	CD42
Laurent Drillon	SCoT Sud-Loire
Lucien Guillot	Président SIEP BOMBARDE
Mathieu Mouragne	SIEP BOMBARDE
Paul Berthet	LFA
Vincent Roger	COPLER
Xavier de Villèle	SMAELT

Excusés

Claire Gardon	CCFE
Maryline Thollot	SIMACOISE
Nicolas Charretier	CA42

Disposition n°4.2.2 Informer les riverains sur le risque d'inondation

Le SAGE encourage les communes à informer les riverains résidant dans les zones inondables et les « corridors d'écoulement » ou zones de stagnation des eaux de ruissellement définies au niveau du zonage d'assainissement pluvial ou au PPRNI, sur :

- le risque lié au ruissellement ou à la concentration des eaux pluviales,
- le risque lié au débordement des cours d'eau,
- la vulnérabilité de leur propriété, les moyens dont ils disposent pour limiter cette vulnérabilité et les pratiques à risque dans ces secteurs (stockage de matériaux flottants non arrimés en travers de l'axe de ruissellement, construction de clôtures en mur plein, stockage de produits à risque, etc.).

L'information des riverains peut être faite par :

- l'émission de supports de communication et d'information,
- une information via bulletin municipal,
- le maintien à disposition du PLU en Mairie,
- des réunions publiques,
- le DICRIM (Document d'information communal sur les risques majeurs- cf. Code de l'Environnement (CE), articles R125-9 à R125-14.)

Pour une réalisation effective de l'objectif visé, le SAGE invite les communes à renouveler cette information tous les 2 ans.

Le SAGE invite les structures de bassins versants à la mise en place de repères de crue et au lever des laisses suite aux crues.

Localisation : périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes

Localisation : ensemble du périmètre du SAGE

Disposition n°4.2.3 Réduire la vulnérabilité dans les zones inondables des cours d'eau

Le SAGE invite les auteurs des documents d'urbanisme à prendre en compte la réduction de la vulnérabilité au débordement de cours d'eau.

Par exemple, dans les zones inondables déjà construites, les aménagements publics et l'habitat peuvent faire l'objet d'une réflexion pour limiter le risque pour les riverains : construction sur vide sanitaire, pas de garage enterré, rehausse des trottoirs en entrée de garage, suppression des obstacles à l'écoulement, aménagement de zones de stockage de l'eau...

La réduction individuelle de la vulnérabilité des habitations et des entreprises doit faire l'objet d'initiatives locales (collectivités territoriales ou leurs groupements), par exemple dans le cadre des Opérations Programmées pour l'Amélioration de l'Habitat (OPAH), Opérations de Renouvellement Urbain.

Un appui concernant l'information sur le risque d'inondation et la réduction de la vulnérabilité par l'Établissement Public Loire est possible.

Disposition n°4.2.4 Réfléchir à la mise en place d'alerte aux crues sur les principaux affluents de la Loire

La CLE suit la mise en place du système d'alerte aux crues par Saint Etienne Métropole, qui peut être une action à étendre à d'autres secteurs du périmètre du SAGE.

Localisation : périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes

Echanges en réunion

Le SAGE 2014 abordait le volet inondation car le SDAGE de l'époque le faisait encore avant l'avènement du PGRI. Au-delà de la problématique du ruissellement, qui est un enjeu spécifique du territoire et qui est à actualiser et renforcer dans le futur SAGE, faut-il conserver un volet spécifique inondation au sens strict, sachant que l'on vise un document plus compact, recentré sur les **enjeux du territoire** et l'atteinte **des objectifs DCE** ?

Proposition : réaliser / étudier les options suivantes :

- Faire un simple renvoi au PGRI en introduction du document, en précisant que la thématique inondation sera abordée de manière transversale, sous l'angle de l'adaptation au changement climatique notamment.
- Proposer une disposition de type « check-list » des enjeux inondation pour conserver le caractère intégrateur de l'ensemble des enjeux « eau » du SAGE, puis renvoyer au PGRI.
- Intégrer plutôt une telle disposition dans la notice « eau et urbanisme » que devrait demander le futur décret de modernisation des SAGE au niveau des annexes du schéma.

Disposition n°1.6.2 Préserver l'espace de mobilité du fleuve Loire entre le barrage de Grangent et le barrage de Villerest.

Le SAGE identifie l'espace de mobilité du fleuve Loire à partir d'un travail réalisé par l'École des Mines de Saint Etienne, sous la conduite des services de l'État.

En réponse à l'enjeu d'atteinte du Bon Potentiel Écologique sur le Fleuve Loire, notamment du transport solide et de la morphologie des milieux aquatiques, le SAGE fixe comme objectif la préservation de l'espace de mobilité du fleuve Loire, notamment en visant à :

- préserver les capacités d'érosion latérale,
- limiter les protections de berges et restaurer la mobilité latérale du lit.

Compatibilité des schémas départementaux des carrières : le schéma départemental des carrières de la Loire devra être compatible ou rendu compatible sous trois ans avec l'objectif de préservation de l'espace de mobilité du fleuve Loire identifié par le SAGE Loire en Rhône Alpes. Pour rappel, aucune nouvelles extractions de granulats, ni extension des exploitations ne sera possible dans cet espace (arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières).

Compatibilité des documents d'urbanisme : Les documents d'urbanisme tels que les SCOT, PLU et cartes communales, devront être compatibles ou rendus compatibles, sous trois ans, avec l'objectif de préservation de l'espace de mobilité du Fleuve Loire identifié par le SAGE Loire en Rhône Alpes. L'espace de mobilité du fleuve Loire pourra, par exemple, être classé en zones N ou A dans les PLU.

Compatibilité des décisions prises dans le domaine de l'eau : Les décisions d'aides financières dans le domaine de l'eau des collectivités territoriales et de leurs groupements, les autorisations et déclarations délivrées au titre de la loi sur l'eau (article L. 214-2 du Code de l'environnement) ou les enregistrements, déclarations ou autorisations délivrés au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (article L. 512-1 du Code de l'environnement) devront être compatibles avec l'objectif de préservation de l'espace de mobilité du fleuve Loire identifié par le SAGE Loire en Rhône Alpes.

Le SAGE ne propose aucune servitude d'utilité publique.

L'espace de mobilité peut faire l'objet d'acquisition foncière notamment dans le cadre de la politique Espaces Naturels Sensibles du Département de la Loire.

L'identification d'un espace de mobilité par le SAGE ne modifie pas les pratiques de remise en état des terrains suite aux crues : nettoyage du terrain des matériaux déposés par la crue, comblement des excavations laissées par les crues. Le prélèvement de matériaux reste interdit dans la Loire au titre de la police de l'eau.

L'entretien des ouvrages hydrauliques existants (digues, levées, merlons, etc.) dans l'espace de mobilité est possible sans modification de leur géométrie. C'est en particulier le cas des bandes séparatives évitant la capture de certaines grandes gravières comme celles de Marclopt et Unias.

Localisation : espace de mobilité du fleuve Loire entre le barrage de Grangent et le barrage de Villerest (cf. carte n°43 « Espace de mobilité du fleuve Loire de l'atlas cartographique)

Pour mémoire, sont situées hors de l'espace de mobilité :

- les digues agricoles de l'ASA du Forez qui sont toutes classées au titre de la sécurité des ouvrages;
- les sièges d'exploitations agricoles actives;
- les secteurs soumis à des zonages d'urbanisme autorisant l'urbanisation ou la construction;
- les carrières actives ou encore non récolées au 31 décembre 2011.

Echanges en réunion

Disposition à conserver pour rappeler l'existence de cet espace de mobilité. Regarder si des mises à jour seraient nécessaires au regard du nouveau SDAGE et du schéma régional des carrières AuRA⁵.

<p>Disposition n°4.1.3 Réduire le débit et la charge des rejets d'eaux pluviales</p> <p>Le contrôle des rejets au sortir d'une installation, d'un ouvrage, de travaux et d'activité et la limitation des débits au sortir d'une zone urbanisée, d'une zone de réorganisation de l'espace urbain, d'un aménagement ou d'une construction sont considérés comme des objectifs prioritaires du SAGE.</p> <p>Compatibilité des décisions dans le domaine de l'eau : Les zonages pluviaux doivent être compatibles avec les objectifs de ne pas aggraver les écoulements naturels avant aménagement et de limiter la charge polluante. Ils pourront alors préconiser les limites de débit spécifique fixées dans la règle n°5.</p> <p>→ Règle n° 5 du règlement</p> <p>Localisation : ensemble du périmètre du SAGE (cf. carte n° 46 de l'atlas cartographique).</p> <p>Disposition n°4.1.4 Favoriser l'écoulement superficiel</p> <p>Lorsqu'il y a nécessité d'aménager de nouveaux émissaires pour l'évacuation des eaux pluviales, les collectivités et les aménageurs favoriseront le choix d'un écoulement superficiel (fossés, noues).</p> <p>La mise en place de la trame verte et bleue du Grenelle de l'environnement pourra être l'occasion de définir des zones naturelles en milieu urbain ou périurbain pouvant aussi être des corridors d'écoulement ou des zones de stockage des eaux pluviales.</p> <p>Dans les secteurs déjà équipés de réseaux d'eau pluviale, l'écoulement superficiel peut être complémentaire pour des épisodes particuliers. Les "corridors d'écoulement" définis dans les zonages pluviaux et intégrés aux PLU (disposition 4.1.2) peuvent être utilisés à cet usage.</p> <p>Localisation : périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes</p> <p>Disposition n°4.1.5 Priorité à la gestion alternative des eaux pluviales</p> <p>Il est recommandé que tout nouveau projet de construction, de réhabilitation urbaine ou de document d'urbanisme envisage prioritairement des solutions visant à limiter le ruissellement pluvial et recherche des alternatives au tout tuyau- dites « techniques alternatives » - pour la gestion des eaux pluviales.</p> <p>La bonne conception et le bon fonctionnement de ces solutions passent nécessairement par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un choix de solutions et un dimensionnement adapté au site (prise en compte de la géologie, de la pédologie, en particulier des éventuelles faibles capacités d'infiltration des sols et sous-sol, prise en compte des pentes du territoire, etc.), - l'analyse des impacts potentiels sur les milieux naturels et les risques d'inondation induits localement ou à l'aval, en fonctionnement normal, mais aussi en fonctionnement dégradé lors d'événements dépassant la capacité des ouvrages. - la prise en compte dans la conception et l'information des maîtres d'ouvrages et usagers du site, en amont du projet, des règles de bon fonctionnement et d'entretien des ouvrages, et les éventuelles procédures pour que les ouvrages ne soient pas oubliés dans le temps. <p>Le SAGE invite les collectivités territoriales et leurs groupements en charge de la compétence Eaux Pluviales à demander des fiches d'entretien des projets liés aux techniques alternatives de gestion des eaux pluviales.</p> <p>Le Département de la Loire fait une sensibilisation sur la bonne gestion des eaux pluviales et la promotion des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales, qui pourrait prendre la forme suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - émission de plaquettes d'information, - émission d'un guide pour la gestion des eaux pluviales urbaines sur le territoire du SAGE - recueil et retour d'expérience, - visites de sites, réunions d'échange, colloques. 	<p>Echanges en réunion</p> <p>Regrouper ces dispositions pour afficher clairement la priorité d'une gestion à la source des EP, associée à un principe de limitation de l'imperméabilisation, notamment en cas de présence d'un PPR minier (SEM) et/ou de sols ne permettant pas une infiltration suffisante.</p> <p>Avoir une approche « systémique » qui permette de faire le lien entre l'infiltration des EP in situ, le ZAN, la trame verte urbaine, la vie et la recharge des sols et des nappes (tenir compte des deux types d'infiltration possibles, superficielle, dans les nappes).</p> <p>Mieux intégrer l'infiltration des EP dans les OAP⁶ des PLU et les opérations de renouvellement urbain.</p> <p>Concernant le ZAN, ne pas faire de disposition spécifique, mais s'orienter vers un préambule et un lien eau/sol renforcé et clairement affiché dans le futur SAGE (ralentir le cycle de l'eau, augmenter la capacité de rétention des sols). Concernant la renaturation, ne pas pré-identifier des lieux mais plutôt proposer des critères pour le choix des sites au regard des enjeux milieux aquatiques.</p> <p>En termes de rédactionnel, reprendre les mêmes termes et notions que ceux du ZAN (artificialisation, désimperméabilisation, renaturation, etc.).</p> <p>Propositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rédiger une proposition de préambule - orienter la future disposition fusionnée sur un objectif de réduction de l'incidence des rejets d'eaux pluviales en privilégiant la gestion à la source. - veiller à distinguer les eaux superficielles « urbaines » et les eaux superficielles « rurales » (agglomération, hors agglomération)
--	--

⁶ Orientation d'aménagement et de programmation

